J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 185 29 juin 1972
Neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:

Claude Bossy
Jean-Claude Crevoisier
Martial Décosterd
Marc Diserens
Jean-Claude Favez

185

Domaine public

Protection des locataires: et maintenant?

Dans notre dernier numéro, nous avons dit les limites et le trompe l'œil du débat sur la protection des locataires. Depuis la rédaction de cet article, le Conseil national a largement confirmé nos propos. On ne réprime pas les abus, en fait on les légalise. La garantie du profit immobilier est inscrite dans la loi. Plus de mauvaise conscience à avoir pour ceux qui placent leur argent en valeur foncière; désormais, c'est avec la bénédiction des représentants du peuple.

De l'analyse de certains votes se dégagent quelques enseignements. Les Schwarzenbachiens ont, généralement, voté à droite contre les locataires. A ne pas oublier. Le parti radical s'est durci. M. Debétaz est plus isolé dans son groupe que lors de la précédente législature. Autre signe: qui a vu, cette fois, M. Chevallaz ou M. Schmitt s'engager dans le débat? Leur prudence révèle l'humeur, à droite, de leur groupe.

Mais maintenant, quoi?

Le Mouvement populaire des familles avait annoncé au début de cette année son intention de lancer une initiative. Las des tergiversations et des maquillages de la propagande où M. Brugger apparaît avec le fond de teint d'un protecteur des locataires, le M.P.F., désirant appeler les choses par leur nom, demandait la réintroduction du contrôle des loyers dans les régions affectées par la pénurie.

Si l'intention est bonne, l'angle d'attaque n'est pas le meilleur. Pour deux raisons:

— le contrôle est associé à la tracasserie administrative; il effraie; on le fait passer pour une sorte de survivance d'économie de guerre;

— par souci d'en limiter la portée, on en réserve l'application aux zones de pénuries; on sous-entend donc que le jeu normal de l'offre et de la demande pourrait résoudre le problème. C'est un leurre!

La nouvelle bataille du logement doit s'inscrire

dans la lutte pour la mise en place d'un nouveau droit foncier.

On s'apprête à imposer aux agriculteurs le classement de leur terre en zone agricole non-constructible. Le sol ne vaudra que sa valeur de rendement agricole. Mais comme de surcroît les prix agricoles sont déterminés par la Confédération, l'Etat s'arroge donc le droit de fixer à la fois l'affectation du sol et le rendement du capital immobilier.

En ce qui concerne le sol à bâtir, le même régime devrait être appliqué. L'affectation à bâtir définie par le plan d'extension et les plans de quartier doit être accompagnée de conditions quant à la rentabilité économique. Ces conditions pourraient être les suivantes:

1. Le loyer doit correspondre à la rentabilité normale des capitaux investis et aux charges.
2. Le prix du terrain ne peut être pris en considération que pour un pour-cent donné (variable selon les zones) de la valeur de l'immeuble construit.

De telles mesures ne se heurteraient pas à la garantie constitutionnelle de la propriété privée, si l'on admet que cette garantie permet malgré tout de classer en zone agricole, dont le rendement, nous insistons, obéit à des règles étatiques, une portion essentielle du sol helvétique.

Cette solution aurait l'avantage de ne pas toucher les seules zones à pénurie, mais de s'appliquer à l'ensemble du marché immobilier.

Elle permettrait enfin de réaliser un front commun ville-campagne. Car on peut imaginer que les agriculteurs soutiendraient des mesures infligeant à la propriété immobilière urbaine un traitement identique à celui qui leur est appliqué.

Avant la relance de l'offensive, il nous est apparu essentiel et urgent de verser ces propositions dans le débat. Pour toute action sur ce thème, Domaine Public s'annonce dès maintenant partie prenante.

Faillite de la «Continentale»: ceux par qui le scandale arrive

Printemps 1972. Les locataires des immeubles d'Onex-Parc N^{os} 1 à 13 se constituent en association pour rejeter leur bail-type, qui prévoit une augmentation de loyer de 33,5 % en trois ans.

Avril 1971. Le tribunal du district de Lausanne est saisi d'une demande de mise en faillite de la «Société Continentale de gestion financière S.A.», fondée en 1962.

24 juin 1972. La Banque de l'Indochine, troisième banque privée de France, perd son autonomie et tombe sous la coupe du groupe financier de Suez.

Entre ces trois événements y a-t-il un lien ? Répondre à cette question, c'est ouvrir le dossier de la « Continentale ».

Le dédale...

A la demande du président du tribunal de district de Lausanne, trois experts-comptables, dont le président du comité directeur de la « Société anonyme fiduciaire suisse » ont ouvert les livres de comptes de la société en difficulté. Mais pour mener à bien leur tâche il leur faudra finalement neuf collaborateurs. Car il leur apparaît rapidement que la plus grande confusion règne dans la gestion de la « Continentale » : « Dans les livres et les dossiers de la société la situation était présentée de manière si parfaitement compliquée qu'elle ne peut être comparée qu'à un dédale conçu par un mauvais génie en la matière ». Un mauvais génie qui savait ce qu'il voulait puisque, remarquent encore les commissaires : « La complication avait évidemment pour cause la nécessité pour les investissements en Suisse de présenter une situation qui serve de paravent aux opérations qui ont été faites en violation de l'arrêté fédéral du 23 mars 1961 » (Ndir, arrêté qui

avait pour but de restreindre les achats de terrains par des étrangers en Suisse).

Une société qui avait pignon sur rue

Pourtant la « Continentale » n'est pas une petite affaire. Derrière elle, deux actionnaires étrangers, « Finagrain », dont le président est un Américain, pour 43,93 % du capital et la « Banque de l'Indochine » pour 38,93 %. Dans son conseil d'administration, derrière l'inévitable carton nobiliaire du président, en l'occurrence un Savinien de Champeaux, de nationalité française, on trouve des noms connus. Parmi eux Tito Tettamanti, avocat d'affaires tessinois et administrateur-délégué de la « Fidinam », importante fiduciaire internationale d'investissement et d'administration, dont les immeubles de verre et d'acier se dressent à Lugano, Zoug et Lausanne, Genève et Zurich préférant le luxe discret des maisons de maîtres. Et le député libéral Jean Broliet, l'un des plus gros agents immobiliers de la place de Genève, président de la Société romande de radio et télévision et, dit-on, futur propriétaire de banque.

Sur le plan financier, la « Continentale » joue gros. Elle possède selon l'actif admis pour plus de 50 millions, dont 33 uniquement à Genève, en immeubles et terrains en Suisse, placements touristiques et immobiliers en Espagne, en France, en Italie, au Canada. Sans compter quelques

affaires plus pittoresques, telle l'édition en italien d'un ouvrage médical allemand et une fabrique de gélatine au Mexique. A cette échelle, le financement ne pose pas de problème. La « Continentale » a pu pratiquer une large politique d'emprunts, si bien qu'elle avait obtenu en 1971 270 millions de prêts, à partir de 15 millions de fonds propres, pour un total d'actifs immobiliers de 290 millions. Le fait que la plupart de ces emprunts à court terme étaient placés dans des financements à long terme ne semble pas avoir inquiété outre mesure les prêteurs qui garderont leur confiance en la « Continentale » bien après le début des difficultés. Au point que les commissaires eux-mêmes s'étonnent « que la société ait continué à recevoir des placements de diverses banques entre le milieu de mars et le milieu d'avril 1971 (environ 30 millions) alors que la situation était nettement critique. »

L'immobilier, une affaire profitable

Faut-il chercher une explication de cette confiance dans le fait que les placements étaient particulièrement avantageux ? On serait tenté de le croire à la vue de l'exemple fourni par « Dirigent SA » dont l'historique n'a pu être entièrement établi par les commissaires. Cette société, spécialisée elle aussi dans l'immobilier, appartient pour 40 % à « Broliet & C^{ie} » Genève, et

QUAND ONT-ILS QUITTÉ LE NAVIRE ?

21 octobre 1970 : démission d'Albert Studer ;

29 mars 1971 : démission de Maurice Duchamp de la Geneste ;

1^{er} avril 1971 : démission de Jean-Pierre de Launoit ;

27 avril 1971 : demande de faillite déposée par un créancier de la « Continentale » ;

28 avril 1971 : démission de Philippe Baudraz ;

29 avril 1971 : démission d'Alfred Gerber et de Jean Broliet ;

3 mai 1971 : démission de Tito Tettamanti ;

5 mai 1971 : démission de Corrado Sofia ;

9 juin 1971 : démission du président, Savinien de Champeaux, et de l'administrateur-délégué Jean-Alain Koch et reconstitution du Conseil d'administration.

pour 20 % à la « Continentale ». Son administrateur-délégué est un associé de l'avocat tessinois Tito Tettamanti. Par l'entremise de « Dirigent » « Brolliet & C^{ie} » Genève passe avec la « Continentale un contrat particulièrement intéressant qui garantit aux Genevois un dividende d'au moins 9 % et qui laisse à la « Continentale » un droit d'usufruit sur le dividende supplémentaire. L'immobilier permet ainsi à des gens bien placés de gagner facilement beaucoup d'argent, sans gros investissements, au travers de sociétés prête-noms, ce que ne permet pas le financement des projets habituels dont ont besoin la collectivité et la majorité de la population.

La bonne foi et les débiteurs insolubles

Les affaires si fructueuses de la « Continentale » ont pourtant débouché sur la faillite. Pourquoi ? Les experts constatent tout d'abord qu'un certain nombre de débiteurs sont en réalité des gens insolubles ; que l'administrateur-délégué de la société, Jean-François Koch, qui s'est attribué un pouvoir de décision quasiment incontrôlé, a consenti des prêts importants à de tels gens, que l'actif réel, enfin, est bien inférieur à l'actif comptable de 307 millions, puisque les experts ne prévoient pas plus de 30 % de couverture du passif si la société vend immédiatement ce qu'elle possède, et de 50 % si elle le fait à terme, en cherchant les conditions les plus avantageuses. Aussi la conclusion de leur rapport est-elle sévère. Elle mérite d'être largement citée.

« Les commissaires ne sont pas des juges d'instruction et leur mission n'est pas de déterminer les responsabilités. Ils estiment néanmoins qu'il est de leur devoir de donner leur opinion à l'intention de l'autorité de concordat, des créanciers et de la société débitrice...

» (...) Le désastre a pour cause essentielle l'incompétence de ceux qui, dans le conseil d'administration, s'étaient attribués les pouvoirs de décision. Parmi les personnes avec lesquelles la « Continentale » a traité, on retrouve toujours

les mêmes noms, ceux des Gaudart, Cohen, etc., que la débitrice a financé dans des proportions démesurées, au point que l'on peut se demander si certaines des personnes financées n'étaient pas dès l'origine des prête-noms utilisés par la débitrice...

» Les contrôleurs des comptes de la « Continentale » (NdIR, qui sont depuis 1968 ceux de la « Fidinam »!) ne paraissent pas excusables de leur absence de réaction en présence d'une situation qui, vu la compétences qu'ils s'attribuaient, devait leur apparaître comme manifestement anormale. » (...) Les administrateurs et contrôleurs des sociétés subordonnées ne sont pas exempts de reproches. Ils invoqueront leur bonne foi dont, bien souvent, on sera tenté de douter. S'ils ne s'étaient pas mis à disposition, l'échafaudage n'aurait pas été possible...

» (...) Ce qui aggrave encore la qualification des fautes, c'est que, pour les affaires suisses, il semble bien qu'il s'agissait dès le début d'opérations immobilières illicites au regard des arrêtés fédéraux de 1961 et 1965 ; les administrateurs et « Fidinam » le contestent... »

L'heure de la justice

Pour sauver les intérêts des créanciers, les commissaires ont proposé un concordat qui a été accepté par la majorité légale des intéressés, mais refusé par le président du tribunal de district de Lausanne. Le jugement de ce dernier a été remis en question par l'autorité de recours, si bien que le concordat, après quelques péripéties, est désormais entré en vigueur et que les premiers remboursements viennent de commencer.

L'affaire n'est cependant pas tout à fait terminée sur le plan pénal. Le président du tribunal de district de Lausanne a dénoncé les administrateurs de la société au ministère public cantonal. Un juge d'instruction a été désigné en la personne de l'ancien président des tribunaux de district de Lavaux et Vevey, abbé-président de la

Fête des vigneron. Et déjà des créanciers auraient déposé plainte...

Et l'heure de la politique

Cette affaire, sordide malgré l'ampleur des sommes en jeu, n'aurait pas retenu notre attention si elle ne soulevait un coin du voile sur les mécanismes de la spéculation immobilière en Suisse et sur les possibilités de tourner les lois pour ceux du moins qui en ont les (gros) moyens.

Mais il y a mieux encore. Le 12 mars 1971, intervenant contre le projet de loi qui prévoyait le versement d'allocations aux locataires à revenus modestes, le député libéral Jean Brolliet déclarait devant le Grand Conseil genevois : « Nous, nous disons : nous devons avoir des actions sur tous les plans pour arriver à résoudre cette pénurie (de logements), et non pas simplement faire des grandes déclarations de cantine en énonçant des principes éculés que tout le monde connaît et que personne ne peut de toute façon satisfaire ! » (Mémorial des séances du Grand Conseil, 1971, p. 869).

Ne pouvant satisfaire tout le monde, le député-régisseur a donc commencé par se satisfaire lui-même ! Il avoue ainsi qu'il n'y a bien dans le problème du logement, aujourd'hui, que deux politiques pratiquées : faire de grandes déclarations de cantine, ou faire des affaires.

La pilule syndicale

L'Union syndicale suisse souhaite rendre gratuite la pilule anticonceptionnelle. Enfin un hommage à la base. Les syndiqués en ont encore !

Quant à l'U.S.S., elle n'a pas besoin d'offrir des pilules gratuites aux associations patronales. A voir son ardeur à aborder des questions essentielles (par exemple la gestion de l'épargne du second pilier) le syndicat ne risque pas de provoquer une surprise, ni de faire aux associations patronales un enfant dans le dos !

Honte!

Sans commentaire, cette terrible correspondance de Fribourg de la Tribune de Genève (24 et 25 juin 1972):

Un lamentable incident s'est déroulé, jeudi soir vers 18 heures, en gare de Fribourg. Voici le récit qu'un témoin digne de foi nous a rapporté:

« Dans un train en direction de Berne où plusieurs personnes ont pris place, deux compartiments sont réservés à une société de contemporains composée de Suisses alémaniques.

» Par mégarde, et malgré une communication faite par haut-parleur, qu'elles n'ont sans doute pas entendue, trois personnes prennent place dans l'un de ces compartiments: un

homme (qui se dit Tessinois), une femme et une fillette de huit ans.

» Lorsque les membres de la société s'aperçoivent de la présence des « intrus », ils les expulsent sans ménagement et sans explication préalable du wagon, puis les poursuivent jusque dans le passage sous-voie. Et là se déroule une scène d'une incroyable sauvagerie. Des dizaines de personnes se ruent sur les trois voyageurs, injurient l'homme (« Sale Italien, sale étranger! »), le frappent avec des bouteilles de bière vides. L'homme est blessé à la tête, il saigne abondamment. La femme est tirée par les cheveux, la fillette malmenée.

» Malgré l'intervention de quelques personnes horrifiées par ce déchaînement de violence, il faut l'arrivée de la police pour calmer les enragés. »

JURA

Solidarité des régions menacées par la récession

Le Jura à l'école de l'Europe. Un congrès des « régions européennes touchées par la récession » se tiendra les 1^{er} et 2 juillet à Delémont. En filigrane du bouleversement de certains secteurs industriels (l'horlogerie dans le Jura suisse par exemple) se profile la transformation de régions entières en « déserts économiques ». Les participants confronteront donc leurs informations et les Jurassiens seront spécialement attentifs aux diagnostics des délégués de la Lorraine, de l'Alsace, de la Pfalz, de la région de l'Eifel, de la Styrie. Spécialement à l'ordre du jour: le problème du chômage régional et sectoriel; dans les régions menacées, la jeunesse et des milliers de familles d'ouvriers et de paysans sont contraints de déménager dans les centres urbains industrialisés; ceux qui ne peuvent pas partir doivent se contenter d'un travail mal rémunéré ou devenir chômeurs.

VAUD

Les fonds^m(secrets) de tiroir

Après le refus de la population lausannoise de donner carte blanche à la Municipalité pour la construction d'une tour à Ouchy par des promoteurs immobiliers, inutile de voler au secours de la victoire; une question cependant:

Quel poste du budget communal lausannois a-t-on sollicité pour payer l'importante publicité envoyée à tous les citoyens et destinée à appuyer le projet; de quelle autorisation du Conseil communal s'est-on prévalu en cette occasion (règle de la spécialité des dépenses, qui ne peuvent être consenties pour d'autres buts que ceux annoncés au Législatif)? Pour mémoire, sur le plan cantonal, le Grand Conseil est appelé à se prononcer sur l'opportunité de publier et de répandre les arguments officiels militant en faveur d'une proposition des autorités ou réfutant des thèses jugées inacceptables et pourtant soumises à une votation.

JEANLOUIS CORNUZ A LU POUR VOUS

Pas de ronron pour le vilain matou

Nos camarades suisses allemands semblent avoir encore moins apprécié que nous la visite du shah d'Iran à Genève. « Assassin ou grand empereur? » titre l'AZ du 15 juin, ajoutant toutefois en sur-titre: « Fâcheuse terreur policière à l'égard des manifestants « anti-shah » à Genève » (article d'Elsy Strebel). Et de relever que si les autorités genevoises ne pouvaient s'opposer à la venue du shah et devaient assurer sa sécurité, elles devaient aussi permettre à la population d'exprimer son sentiment.

L'article, bien documenté, est significatif du soin que l'on peut mettre outre-Sarine à informer le public sur l'actualité, même subversive, suisse romande (l'information ne circule guère dans l'autre sens); il se conclut par un commentaire sévère sous le titre « Information manipulée ».

« Une partie des moyens d'information de masse, qui se sont laissés littéralement acheter par le shah, laisse un arrière-goût d'amertume. Le shah n'a pas hésité à dépenser des centaines de mille francs pour inviter en Iran trente journalistes et pour les graisser (*einsalben*: oindre) pendant plusieurs jours. Chacun d'entre eux est ensuite rentré chez lui muni d'interviews en exclusivité du shah et de ses ministres. Mais le contenu de ces interviews relevait partout de la pure propagande. (...)

» Mais ceux qui auraient voulu élever la voix en faveur des 25 000 prisonniers politiques, ou des 60 % d'analphabètes que compte l'Iran, ou des innombrables chômeurs, se sont vu à Genève réduits au silence par le chef de la police Henri Schmitt et remis à l'ordre à coups de matraque et de gaz lacrymogènes. Représentant de l'opposition en Iran et de ce fait exilé, Nirumand s'est vu interdire l'entrée dans notre pays. Apparemment, la chose est indifférente aux partis et aux organisations (silencieuses) proches des milieux industriels suisses. L'essentiel n'est-il pas que le

shah permette à nos industries de réaliser des 20 à 30 % et à notre pays de livrer chaque année pour 44 millions d'armes et de munitions ? »

— Au fait, vous êtes bien sûr qu'on arrête et qu'on torture en Iran ?

— Je n'en sais rien, mais j'applique ma petite méthode : quand j'entends dire que quelqu'un, quelque part, a été victime d'une injustice, j'en conclus que c'est faux et qu'il doit y avoir au moins deux cas de ce genre. Cette méthode m'a, hélas, le plus souvent induit en erreur : la réalité révèle non pas deux cas, mais toute une série...

J. C.

SUISSE ALÉMANIQUE

La presse quotidienne socialiste en passe de disparaître

Fin d'une expérience de presse très importante en Suisse alémanique : la chaîne de quotidiens socialistes « AZ » va disparaître. A la fin de la semaine passée l'assemblée des délégués du Parti socialiste de Bâle a pris connaissance de l'échec de cette tentative de regroupement de la presse socialiste suisse alémanique, entreprise avec élan en 1970 après la fusion de dix organes régionaux socialistes. Le déficit de 1971 a été trop élevé. Le conseiller d'Etat bâlois Max Wullschleger a articulé le chiffre de 3,5 millions de francs. Le conseiller national Helmut Hubacher, encore rédacteur en chef du journal en attendant de prendre ses fonctions de secrétaire du Cartel syndical de Bâle, a rappelé que malgré le tirage de 65 000 exemplaires de la chaîne qui en fait encore un des principaux supports journalistiques suisses, les annonceurs demeurent réticents à cause de la trop forte dispersion des différents organes. Entre 5 à 10 pour cent du déficit a été provoqué

par la rédaction centrale et 90 à 95 pour cent par les neuf éditions régionales paraissent encore après la disparition de l'édition de Suisse centrale. Le diagnostic semblerait imposer une recentralisation de l'entreprise (les rédactions régionales ne s'occupaient que des informations de la région); mais il s'agira pour le moins auparavant de résoudre des problèmes de gestion; ceux-ci pré-occupaient depuis un certain temps déjà les hautes instances du Parti socialiste suisse qui s'étaient trouvées dans l'impossibilité d'intervenir, n'étant pas représentées au conseil d'administration de la chaîne.

Une décision définitive sur la nouvelle orientation de l'« AZ » devrait intervenir avant la fin de l'année. Il semble probable que les solutions envisagées seront fort modestes. A la place d'un journal qui aurait dû être largement répandu, ce seront des « messagers paroissiaux » qui verront peut-être le jour. L'heure ne serait-elle pas venue pour les syndicats, aussi bien en Suisse alémanique qu'en Suisse romande de se préoccuper sérieusement de l'information ?

La première étape, nous l'avons souvent demandée : la création d'un grand journal syndical. C'était une revendication romande, c'est maintenant une nécessité suisse.

En attendant, il reste à ajouter foi aux déclarations de la rédaction de l'« AZ » (24 juin) qui affirme vouloir maintenir la parution, tout en ajoutant qu'il s'agit de produire moins cher (certaines imprimeries auraient peine à supporter leur part de déficit).

Qui lisait le journal socialiste soleurois ?

Le « Solothurner AZ » du 21 juin a publié les résultats d'un sondage entrepris en 1971 par Publicitas et dont la maison « Analyses économiques et sociales S.A. » était chargée. Le portrait du lecteur qui apparaît est révélateur : deux tiers des lecteurs ont moins de cinquante-quatre ans (près d'un quart moins de trente-quatre ans), deux

tiers sont protestants et un tiers catholiques, 90 % appartiennent, économiquement, à la classe moyenne et plus de la moitié ne lisent que ce journal. Plus du 40 % sont propriétaires d'une maison ou d'un appartement. Parmi les journaux qui sont lus à côté du « Solothurner AZ », c'est le journal boulevardier « Blick » qui occupe le premier rang. Seuls 2 % des lecteurs font partie de la catégorie des gens très aisés et le 8 % de la classe des économiquement très faibles.

A nos lecteurs

Il est juste, avant les vacances d'été, de faire le point. Ce numéro 185 marque une étape, au moins sur le plan financier, puisque l'équipe rédactionnelle de DP ne compte pas relâcher son effort pendant les mois de juillet et août (mis à part un saut éventuel de deux semaines qui sera annoncé en temps et lieu).

Aujourd'hui nous pouvons faire le bilan des premières campagnes d'abonnement à DP-hebdo. Réjouissant ! Nous approchons de très près du but que nous nous étions fixé avec quelque 920 nouveaux abonnés. Cela nous permet, sans tirer de plans sur la comète, d'envisager l'avenir du journal avec une certaine confiance et en particulier d'imaginer concrètement les améliorations nécessaires du contenu de l'hebdomadaire. Quant à la souscription à la Société des éditions Domaine Public, elle est en fort bonne voie puisqu'il ne reste plus que quelques parts (Fr. 120.— l'action nominative) disponibles. Les amateurs de dernière heure peuvent s'annoncer à l'administration de DP qui leur fera parvenir le bulletin d'inscription nécessaire.

Un départ satisfaisant donc, qui doit surtout nous engager à persévérer.

Centre hospitalier universitaire vaudois : des questions urgentes

L'idée d'un centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) date de 1960. L'historique ci-dessous montre assez les hésitations officielles qui retardent depuis des années une mise en service déjà éloignée de dix ans et augmentent d'autant le gaspillage financier (millions investis et « oisifs »). Le point le plus critique : la dimension de l'ensemble, fonction de grandeurs clés que nous analysons ci-après (le problème fondamental du personnel hospitalier doit faire l'objet d'une étude distincte).

1. LE NOMBRE DE LITS

Au départ, le nombre de lits nécessaires a été calculé à partir de prévisions démographiques qui se sont révélées fausses puisqu'elles surestimaient

l'accroissement de la population du canton et négligeaient le phénomène de vieillissement de cette même population. Il a donc été prévu un trop grand nombre de lits de haute spécialisation comparé aux lits nécessaires pour la gériatrie qui dispense un type de soins moins diversifiés que ceux donnés habituellement dans un hôpital universitaire.

Ceci semble avoir été compris trop récemment puisque commence à se développer un effort pour la création d'autres centres hospitaliers du type gériatrique « dégorgeant » du même coup les établissements généraux. De plus, on peut se poser la question de savoir pourquoi ce nombre de lits a été enflé temporairement jusqu'à 2450, alors même que les taux d'occupation dans deux services se situaient en dessous des taux considérés comme normaux. Un rôle évident a été joué par « l'appétit » de certains patrons qui auront vu dans le CHUV l'occasion d'agrandir leur empire. Sous cet angle, les dernières mesures d'austérité sont donc heureuses.

1965: 2450 lits, 300 millions
1972: 1900 lits, 560 millions

Le 15 février 1960, le Conseil d'Etat vaudois approuve la création d'un groupe de travail chargé de l'établissement d'un programme de construction des bâtiments hospitaliers : les exigences modernes de l'hospitalisation, de l'enseignement et de la recherche imposent la réalisation d'une cité hospitalière.

Première étape, l'achat du terrain, qui suppose le choix de l'emplacement. Le canton jette son dévolu sur une propriété de la Confédération, voisine des bâtiments existants, qu'il échange avec un de ses terrains de la banlieue lausannoise moyennant une somme complémentaire de Fr. 6 492 760.— (francs 1964). Le Grand Conseil entérine cette décision (6 mai 1964) en votant un crédit de 8 millions qui permettra éga-

lement de poursuivre les études confiées à une organisation composée d'un groupe de coordination (bureau d'étude) et de bureaux privés d'architectes chargés de mandats partiels correspondant à des bâtiments distincts, de s'adjoindre enfin la collaboration d'un spécialiste de la construction hospitalière, M. Vetter.

A ce stade, le CHUV (Centre hospitalier universitaire vaudois) prévu (nombreuses expertises, coûteux voyages à l'étranger) comprend, outre les établissements existants, un complexe constitué principalement de deux tours d'hospitalisation. Capacité prévue : 1756 lits ; coût à la construction, sans l'équipement, Fr. 146 047 050.—

La dimension du projet inquiète le Grand Conseil où l'on fait état notamment d'un nombre optimal de 1500 lits, où l'on parle déjà d'un hôpital cantonal indépendant du CHUV, à caractère non universitaire.

2. L'ENSEIGNEMENT

Rappelons tout d'abord que l'hôpital universitaire a une triple mission : il doit assurer les soins aux malades, l'enseignement universitaire et la recherche fondamentale et surtout appliquée. D'où un certain nombre de questions :

A. La norme de 4,5 lits par étudiants retenue par les responsables du projet n'a-t-elle pas contribué pour une bonne part au gigantisme du CHUV ? (Rappelons à ce propos que la Faculté de médecine se prononçait de manière très générale pour une norme de 2,5 à 4,5 lits par étudiant). Pourquoi retenir le chiffre de 4,5 alors que les observations faites à l'étranger montraient qu'il s'agissait d'un maximum ?

B. Il nous semble que le problème de la formation des médecins a été d'abord posé en termes quantitatifs, négligeant du même coup la question de savoir de quels types de médecins nous aurons besoin à l'avenir. Ne sommes-nous pas en droit

L'étude définitive (17 novembre 1965) de la commission ad hoc du Grand Conseil voit encore plus grand : une troisième tour, 2450 lits, coût de la construction 202 millions (avec équipement 280 à 300 millions en francs 1961), adjonction éventuelle d'un centre de grands brûlés et des locaux de protection civile.

Un crédit de 1 400 000 francs voté pour la poursuite des études masque mal les réticences de nombreux députés devant les dimensions du projet (dès juin 65, la Société vaudoise de médecine manifestait ses très sérieuses réserves quant au projet) ; et lorsqu'en 1967 le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil un plan hospitalier vaudois dans lequel le projet du CHUV est inclus, une opposition assez vive se manifeste.

Un rapport de minorité met à jour des critiques importantes qui s'articulent sur le reproche fait au Conseil d'Etat d'avoir identifié les besoins

de craindre que, dans un ensemble aussi hautement technique que le sera le CHUV, l'enseignement dispensé ne contribue à former des spécialistes uniquement intéressés par les cas aigus, représentant un intérêt scientifique particulier ? Le danger est donc de former trop de spécialistes alors même que le rôle du généraliste reste important. Remarquons que la tendance à la spécialisation a déjà créé un déséquilibre ville-campagne, tant il est vrai que les spécialistes toujours plus nombreux se concentrent en milieu urbain, où ils trouvent une clientèle potentielle plus large.

C. N'aurait-on pas dû envisager une décentralisation poussée de l'enseignement de la médecine ? Une telle option peut permettre d'éviter le gigantisme d'un unique projet d'hôpital universitaire (dont les problèmes organisationnels sont multiples : beaucoup d'étudiants = beaucoup de malades = beaucoup de personnel) en utilisant aussi les autres hôpitaux du canton pour l'enseignement. Du même coup, l'étudiant se trouverait en

présence d'une gamme de malades beaucoup plus représentative de la réalité.

3. LE COUT

Le financement du CHUV a très souvent fait l'objet de demandes d'éclaircissements. On peut se demander si le Conseil d'Etat, dont la tâche est essentiellement d'examiner dans son ensemble le problème des investissements du canton, ne s'est pas avancé en 1966 un peu à la légère. N'a-t-il pas été trop optimiste en ce qui concerne les possibilités financières du canton ? Car le grave problème que pose la réalisation du CHUV est d'ordre financier ; un grand nombre de personnes le savent et l'ont dit depuis le début. Mais en 1969 le Conseil d'Etat, reconnaissant par là qu'il n'y voyait pas très clair, déclarait que trop d'éléments étaient encore inconnus (notamment le résultat final de l'amnistie fiscale qui n'a rapporté qu'environ un million) pour donner l'assurance que la construction du CHUV se ferait dans des délais raisonnables, à savoir dix à douze ans.

Les experts ont pensé que le canton pourrait « digérer » les sommes importantes consécutives à la réalisation du CHUV. Mais ces mêmes experts ne pouvaient prévoir l'augmentation de l'indice des prix à la construction ; leur calcul reposait sur une augmentation de 3 %.

Nous pensons que les dernières décisions du Conseil d'Etat de réduire le CHUV tiennent compte de tous les aspects soulevés plus haut. La cause essentielle de cette déduction est d'ordre financier. Le projet de 1969 nous aurait coûté 800 millions de francs 1972. Il était donc impossible de poursuivre dans cette voie. La dernière variante dont le coût total est de 560 millions de francs (c'est encore une prévision !) aura pour conséquence vraisemblable de doubler le budget d'investissement du canton qui se situe entre 80 et 90 millions de francs actuellement. Il faudra donc qu'à l'avenir le gouvernement puisse compter d'une part sur un excédent dégagé du

● Les conclusions en page suivante.

de la zone 1 (Lausanne et environs) en lits d'hôpitaux à ceux d'un hôpital universitaire dont les principales fonctions devraient être l'enseignement et la recherche. L'accent est mis notamment sur les points suivants :

— le CHUV de 1964 complété par un hôpital de zone non universitaire de 700 lits aurait permis une économie d'investissement de 70 - 144 millions et de 14 - 40 millions en coût d'exploitation annuelle selon la part prise par le canton.

— certains services semblent surdimensionnés. Chirurgie : 20 salles d'opération, dont 2 équipées de circuits internes de TV, 15 bureaux de chef de service avec chacun, salle d'examen, secrétariat et salle d'attente, qui sont autant de cabinets de consultation privés.

— un hôpital de plus de 1500 à 2000 lits pose des problèmes de gestion et d'administration apparemment insolubles.

— 450 infirmières devraient être formées en 1980 (soit le triple de ce qui se fait actuellement), tâche apparemment insurmontable.

Ces conclusions sont cependant rejetées et le « grand CHUV » est adopté par la majorité du Grand Conseil. Pendant la période 1967-1968, les difficultés sont telles (arrêt momentané de la commission de construction, départ d'un architecte, M. Vetter) qu'est nommé un comité directeur (cinq membres) en mars 1968 ayant pour mandat d'assurer la réalisation selon les principes généraux de l'avant-projet de 1965.

Le projet définitif (variante VI) se présente schématiquement ainsi : nouveau bloc hospitalier, 1439 lits ; bâtiments existants, 580 lits ; adjonctions éventuelles, 215 lits. Le total de 2234 lits est réparti en trois tours de trois étages reposant sur une « galette » représentant ainsi un cube de 731 000 m³ (avant-projet de 1965, 605 000 m³).

Coût de la construction et équipement : 395,8 millions (francs 1966) dont 330,6 millions à la charge du canton. Coût d'exploitation annuel : 159,6 millions.

Un premier crédit de 1 968 400 francs voté le 18 novembre 1969 donne en fait le feu vert pour l'ensemble du projet qui doit permettre la mise en exploitation du premier bâtiment en 1979, du deuxième en 1980 et du troisième l'année suivante.

Aujourd'hui (planification déficiente et augmentation rapide des coûts à la construction), le Conseil d'Etat revient à un projet de 560 millions (francs 1972) très proche des normes du rapport de minorité de 1967 : un CHUV de 1900 lits (1250 dans le nouveau bloc hospitalier et 650 dans les bâtiments actuels), soit une diminution de 585 lits par rapport à la variante VI de 1969.

CHUV (suite)

budget ordinaire et d'autre part sur le fait que les possibilités d'emprunt ne subissent pas de restriction et que ne surgisse pas la nécessité d'investissements complémentaires.

Le problème de l'investissement étant posé, abordons celui plus important du coût d'exploitation qui va peser très lourd dans les finances cantonales. Des spécialistes estiment que les coûts d'exploitation des hôpitaux du canton étaient de 40 millions en 1956, 150 millions en 1970, et seront de 450 millions en 1980 (exprimé en francs 1970) dont 50 à 55 % sont à la charge du canton. Rappelons que le coût d'exploitation comprend les frais d'exploitation journaliers (env. 350 fr. par journée de malade en hôpital universitaire en 1980 exprimé en francs 1972) ajouté à l'amortissement et aux intérêts de la dette. Il apparaît ainsi que l'effort demandé, vers 1980-1985, aux pouvoirs publics en matière d'hospitalisation sera, au bas mot, trois fois supérieur à celui que l'Etat de Vaud consentait en 1966 dans le même domaine, et ceci sans tenir compte de l'indexation. Malgré cela, les experts restent optimistes !

Génocide au Bangla-Desh: une affaire à ne pas suivre

« Un lent génocide au Bangla-Desh ». Le diagnostic du docteur Junod, rapporté par la « Tribune de Lausanne-Le Matin » (11 et 12 juin) est particulièrement clair: la Croix-Rouge du Bangla-Desh ne se préoccupe pas de la minorité biharie et la laisse mourir de faim et de maladie; à Dacca, par exemple, ce sont près de 18 000 de ces anciens collaborateurs des Pakistanais (70 % de femmes et d'enfants, les hommes et les adolescents ont été massacrés en priorité) qui attendent la mort dans le collège de jeunes filles, sur une surface totale de 100 m sur 100 m. Pourquoi revenir sur cette tragédie à propos de laquelle tous les témoignages concordent ? A.

Conclusions

D'abord, une politique globale de la santé

Une conclusion en quatre points essentiels :

1. *Le CHUV a été conçu en l'absence d'une politique globale de la santé que ne saurait remplacer un plan hospitalier; celui-ci ne résout qu'un problème de lits alors qu'une vision plus générale s'impose. Le problème posé est simple, du moins en ses termes. Comment apporter le plus rationnellement possible et à l'ensemble de la population le maximum de soins ? Dans cette perspective, favoriser la médecine préventive, la médecine ambulatoire, permettrait en tout cas de limiter le volume des hôpitaux, et de diminuer le « coût de la santé ».*

2. *Paradoxalement une politique globale de la santé devrait avoir pour but de satisfaire les besoins, mais aussi de réduire la consommation médicale. Dans une certaine mesure, l'offre de*

cause du silence qui l'entoure très généralement. On sait qu'il est dans la ligne de la Croix-Rouge de remettre, « l'urgence » passée, l'organisation des secours à sa section locale. Ce processus traditionnel aurait été encouragé par le Gouvernement de Dacca, soucieux de faire respecter son autorité naissante. Mais cette délégation des pouvoirs n'empêche pas les responsables de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, ni ceux du CICR, d'être au courant de la situation.

On expliquera leur mutisme en faisant valoir que la poursuite des opérations de secours menées par ailleurs pâtirait d'un éclat, en protestant de la portée relative d'un appel à l'opinion publique. De fait, il est compréhensible que la Croix-Rouge ait besoin d'une certaine discrétion pour être efficace. Mais cette doctrine ne souffre-t-elle aucune exception ? L'attitude de Pie XII pendant

soins crée une demande qui finit par excéder l'offre qui la génère : ainsi, selon les statistiques, la seule présence de médecins suscite une augmentation de la demande de soins et de besoins en hôpitaux (dans les cantons où la densité médicale est la plus faible, la pénurie en hôpitaux n'existe pas); ainsi, le manque d'infirmières est le plus aigu dans les cantons qui en emploient et en forment beaucoup.

3. *La réduction du CHUV rend plus urgente la réalisation d'unités hospitalières réservées aux malades chroniques, à la médecine gériatrique.*

4. *Un certain « perfectionnisme helvétique » ne justifie pas de coûteuses remises en question qu'aurait pu peut-être nous éviter un examen plus attentif des nombreuses réalisations parallèles en Suisse et à l'étranger.*

la dernière guerre pourrait servir de point de repère pour une réflexion sur ce sujet. Encore plus ambiguë et incompréhensible est certes l'attitude de la grande presse. Que l'on sache, les témoignages recueillis sur le génocide des Biharis ne sont nullement sujets à caution ! La manière de primeur dont la TLM a bénéficié en cette occasion aurait-elle découragé les journaux suisses romands (mis à part la « Nouvelle Revue ») de suivre l'« affaire » ? On les a vus moins soucieux de la fraîcheur des nouvelles en ce qui concerne la récente interview accordée à Pierre Cordey de « 24 Heures » par Sizzo Mansholt, interview qui a été très largement reprise sous la forme d'une nouvelle de l'Agence télégraphique suisse. Une tragédie doublement maudite, puisque « affaire à ne pas suivre ».